

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plérin

Plérin, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ERA PERENNES

LIEU-DIT LA BOISSIERE

--

22200 Plouisy

Références : 2026.113
Code AIOT : 0005500069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement ERA PERENNES implanté 18 Route de Kerbost -- 22200 Grâces. L'inspection a été annoncée le 23/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle a eu pour objectif de vérifier la mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté de mise en sécurité et de mesures immédiates qui avait été pris le 03/10/2025 pour encadrer la gestion du sinistre ayant eu lieu le 19/09/2025 (rupture du silo S2 contenant environ 1500 tonnes de blé).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERA PERENNES
- 18 Route de Kerbost – 22200 Grâces
- Code AIOT : 0005500069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement ERA-PERENNES de Grâces est autorisé à exploiter des silos de stockage de céréales, soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des ICPE. Il bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 19 juin 1991, modifié le 4 mars 2010.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le 26/03/2026, l'inspection a visité la totalité de la parcelle appartenant à l'exploitant PERENNES, y compris la zone mise à disposition de la société EVEN.

Sur cet espace, il a été observé le dépôt au sol de nombreux ballots de plastiques, provenant de l'activité exercée par EVEN.

L'inspection demande à l'exploitant de rappeler à son locataire que les déchets doivent être régulièrement enlevés et que leur stockage sur site doit se faire de façon à éviter toute pollution de l'environnement, notamment pas envol ou lessivage par les eaux de pluie.

Il serait donc préférable que ces ballots soient positionnés dans une benne.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 8	Sans objet
2	Mise en sécurité du site	Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 2	Sans objet
3	Surveillance des stockages	Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 3	Sans objet
4	Maintenance des équipements :	Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 4	Sans objet
5	Stockage des grains évacués du site de GRÂCES	Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 5	Sans objet
6	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 6	Sans objet
7	Reprise de l'activité sur le site de GRÂCES	Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au contrôle réalisé le 26/03/2026, l'inspection a constaté que l'exploitant a mis en œuvre l'ensemble des actions permettant de répondre aux exigences relatives à la mise en sécurité du site et à la gestion des déchets et que les anciens équipements impactés par l'accident (silos,

transporteurs aériens, élévateur) ont été démantelés.

En complément, il est rappelé à l'exploitant qu'avant la remise en service de son site, il doit transmettre à l'inspection des installations classées un porter à connaissance décrivant la nouvelle organisation du site (locataire, ...), et mettant à jour les rubriques effectivement exploitées et l'étude de dangers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'exploitant identifierait plus précisément les causes profondes ayant occasionné la rupture du silo S2 le 19/09/2025, il mettra à jour le rapport d'accident et le transmettra à l'inspection des installations classées.
Constats : Par mail du 25/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une fiche de notification d'accident, rédigée suivant le modèle en vigueur. Dans ce document, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• décrit l'évènement (effondrement de cellule),• présente les mesures mises en œuvre immédiatement (contrôle de température dans les silos, évacuation des grains abîmés en méthanisation et transfert du stock en bon état vers d'autres sites ou vers des clients),• indique que la cause de l'accident provient d'un défaut de matériel. Après évacuation de la totalité du stock présent sur le site de Grâces, un expert mandaté par l'assurance de l'exploitant est venu sur site le 06/01/2026 pour investiguer le silo accidenté ainsi que les autres équipements. L'exploitant indique que les conclusions de cet expert ne lui ont pas encore été communiquées. L'inspection constate que l'exploitant ne dispose actuellement pas d'éléments complémentaires permettant d'identifier une autre cause que le vieillissement « normal » des tôles de construction pour expliquer la rupture du silo S2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie quelles sont les actions devant être réalisées afin de sécuriser son site, notamment en ce qui concerne le risque de chute de débris de toute nature provenant des installations endommagées par le sinistre survenu le 19/09/2025 ou le risque d'ensevelissement susceptible de se produire en cas de rupture de l'un des silos ayant été impactés par la pression

<p>des grains épandus au sol ou des chocs.</p> <p>Dans les 15 jours qui suivent la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un planning qui décrit précisément l'organisation des actions de sécurisation du site.</p> <p>[...]</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de la tenir régulièrement informée de l'avancée des travaux menés dans le cadre de la sécurisation du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 23/09/2025, l'inspection avait constaté que le site ERA PERENNES était clos et que les personnels de l'entreprise EVEN pouvaient rejoindre leur espace de travail sans passer à proximité immédiate des installations endommagées.</p> <p>Par contre, il avait également été constaté qu'il existait des risques de chute de matériaux provenant des transporteurs arrachés et que plusieurs silos voisins de S2 présentaient des déformations plus ou moins prononcées.</p> <p>Par mail du 28/10/2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées des mesures retenues pour assurer la sécurisation de son site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vidange de la moitié des silos S1 et S3 afin de limiter la pression dans ces stockages et éviter leur effondrement ; • suivi des températures des stocks en place et ventilation des cellules pouvant l'être ; • maintien de la vidéosurveillance du site ; • planification de la vidange progressif de l'ensemble des stocks présents sur le site de Grâces afin de permettre le passage de l'expert mandaté par la compagnie d'assurance (échéance envisagé : janvier 2026) ; • planification de l'intervention d'entreprises spécialisées pour démonter les transporteurs et les silos endommagés (dès octobre 2025). <p>L'inspection constate que l'exploitant a mis en place les actions permettant de sécuriser le lieu de l'accident.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance des stockages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pendant la durée d'utilisation des silos, l'exploitant continue à réaliser la surveillance de ses installations de stockage de céréales, notamment en termes de température et d'humidité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 23/09/2025, l'inspection avait constaté que l'automate permettant d'assurer le suivi de la température dans les stocks de céréales, ainsi que le dispositif de ventilation équipant les silos S4, S5 et S6, étaient toujours fonctionnels.</p> <p>Par mail du 28/10/2025, l'exploitant a confirmé le maintien de la surveillance des stocks présents sur le site de Grâces. Par ailleurs, afin de confirmer les informations fournies par l'automate, un contrôle de température et d'humidité est également réalisé sur chaque départ de chargement.</p>

L'inspection constate que l'exploitant répond à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maintenance des équipements :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des équipements :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant continue à réaliser les vérifications et maintenances périodiques aux fréquences réglementaires sur les équipements encore en fonction qui le nécessitent (détecteurs divers, transporteurs, vis, moteurs, ...) ; Le suivi de ces maintenances est enregistré et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, la rupture du silo S2 a eu lieu le 19/09/2025. La mise en sécurité du site a nécessité l'évacuation des grains stockés sur le site. Cette opération a été réalisée en utilisant les transporteurs de vidange dont l'alimentation électrique a été vérifiée et adaptée par une entreprise spécialisée préalablement à leur remise en service. Fin janvier 2026, la totalité des grains était évacuée.</p> <p>Lors du contrôle réalisé le 26/03/2026, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport de contrôle des installations électriques du site de Grâces, réalisé le 07/11/2024 par l'entreprise Le Bihan. Ce rapport ne comporte aucune observation ; la facture correspondant aux travaux d'adaptation de l'installation électrique réalisés à la suite de l'accident ; l'enregistrement des maintenances et nettoyages régulièrement réalisés par le personnel de l'entreprise au niveau de la bascule, de l'élévateur, des transporteurs et des silos implantés sur le site de Grâces. En particulier, ce document indique que les transporteurs positionnés au sous-sol de l'établissement et le pied de l'élévateur ont été graissés régulièrement pendant la période de vidange du site (entre novembre 2025 et janvier 2026). <p>En complément, l'exploitant a indiqué que, techniquement, il n'était maintenant plus possible de réaliser le graissage des transporteurs restés en place dans la mesure où l'élévateur auquel ils étaient raccordés a été démantelé.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a continué à entretenir les équipements mécaniques pendant la durée de leur utilisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage des grains évacués du site de GRÂCES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des grains évacués du site de GRÂCES

Prescription contrôlée :

L'exploitant est autorisé à stocker dans d'autres lieux les grains qui seront évacués du site de GRÂCES.

Toutefois, ces stockages devront être réalisés en :

- vérifiant la capacité d'accueil des sites d'accueil, notamment au regard de l'application de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées ;
- vérifiant la conformité du taux d'humidité des grains avant leur introduction dans un nouveau silo ;
- mettant en œuvre tout dispositif capable de trier les éventuels corps étrangers susceptibles d'être présents dans les grains provenant du site de GRÂCES, notamment ceux pouvant être à l'origine d'une étincelle (ferraille, ...) ;
- assurant la traçabilité des différents lots de céréales ;
- surveillant les températures des stockages de céréales.

Lorsque les sites d'accueil entrent dans le champ des installations classées, les enregistrements résultant des contrôles décrits ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection.

Constats :

Par mail du 28/10/2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il évacuait le site de Grâces, d'une part, en honorant les commandes de ses clients et, d'autre part, en déplaçant les grains vers d'autres sites de stockage, équipés de silos non soumis à la réglementation des installations classées, ou vers une unité de méthanisation régulièrement autorisée.

Le 26/03/2026, l'exploitant a présenté le document retraçant l'historique de l'évacuation du blé qui était stocké dans le silo S2 avant que celui-ci ne se rompe.

Ce document se présente sous forme d'un tableau qui retrace, de façon plus ou moins complète :

- la date du transfert,
- le taux d'humidité et le poids spécifique du chargement,
- la quantité de blé déplacé
- la destination du chargement.

En séance, l'exploitant a indiqué que les mesures du taux d'humidité et du poids spécifique ont été systématiquement réalisées même lorsque ces valeurs n'ont pas été inscrites sur le tableau récapitulatif car ces informations étaient nécessaires pour déterminer la destination des grains. En particulier, ceux qui avaient été impactés par la pluie ont été dirigés vers un site de stockage équipés d'un séchoir, ce qui a permis de les reconditionner dans de bonnes conditions.

De plus, l'exploitant a confirmé que les sites ayant reçus les grains (silos ou méthaniseur) étaient équipés de dispositifs permettant de retirer les corps étrangers (pierres, ferrailles) avant l'introduction du blé.

L'inspection constate que l'exploitant a mis en place des dispositions permettant de traiter les grains initialement stockés dans le silo S2 de Grâces dans des conditions adaptées à leur état.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets générés par le sinistre sont caractérisés, si besoin à l'aide d'analyses, triés et évacués vers des filières adaptées dans le délai de 3 mois.</p> <p>Les justificatifs de ces opérations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accident du 19/09/2025 a généré la production des déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> grains ne pouvant être réutilisés pour l'alimentation animale ; ferrailles de diverses natures (tôles, câbles, moteurs, ...), plus ou moins mélangées à d'autres matières (gainnes plastiques de câbles, lubrifiant moteur, ...). <p>Le 26/03/2026, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> le document retraçant l'évacuation des grains provenant du silo S2 ; ce document permet de dire que l'exploitant a évacué 341,94 tonnes de blé vers l'unité de méthanisation ; le devis et la facture des travaux de démantèlement des silos positionnés sur le site de GRÂCES et des matériels associés. En particulier, il est indiqué que la ferraille sera livrée sur une plateforme agréée (Guillaume Ferrailles). <p>Post inspection, par mail du 31/03/2026, l'exploitant a également transmis une attestation rédigée par l'exploitant du méthaniseur confirmant la réception de 341,94 tonnes de blé.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a effectivement triés puis évacué les déchets produits par l'accident du 19/09/2025 dans des filières agréées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Reprise de l'activité sur le site de GRÂCES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2025, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Reprise de l'activité sur le site de GRÂCES
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La reprise de l'activité sur le site de GRÂCES est subordonnée :</p> <ul style="list-style-type: none"> à la réalisation d'un diagnostic approfondi sur l'état des équipements encore en place ; au recueil d'un avis d'expert pour statuer sur l'éventuelle nécessité de réparer les structures ou de remplacer certains éléments ; à la réalisation par une entreprise spécialisée des travaux demandés par l'expert. <p>Avant toute reprise d'activité, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'avis d'un bureau de contrôle attestant de la qualité des travaux réalisés et du bon état des équipements devant être mis en œuvre.</p> <p>Au cours de l'exploitation du site de GRÂCES, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> veillera à procéder à un entretien régulier de ses équipements ;

- assurera un suivi attentif de ses installations afin d'anticiper leur vieillissement, notamment au niveau des panneaux extérieurs métalliques et des joints ;
- fera réaliser par des sociétés spécialisées les éventuels diagnostics ou réparations nécessaires.

L'exploitant conservera l'ensemble des enregistrements et éléments relatifs à l'entretien des équipements de son site et les tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La prescription contrôlée a été rédigée afin d'encadrer une remise en service des équipements présents sur le site de Grâces au moment de l'accident. En particulier, elle avait pour objectif de s'assurer du bon état des silos non endommagés afin d'éviter que le même scénario ne se reproduise à court terme.

Cependant, compte tenu des dégâts occasionnés par la rupture de S2 et de l'incertitude sur l'état des autres silos, l'exploitant a décidé de démolir la quasi totalité des équipements présents sur le site de Grâces et de les remplacer par des matériels neufs.

Le 26/03/2026, l'inspection a constaté la démolition :

- de tous les silos,
- de l'élévateur et des transporteurs utilisés pour le remplissage des silos.

Le jour du contrôle, il a également été constaté que la fosse de réception des céréales, les transporteurs situés en sous-sol (utilisés pour la vidange des silos), un boisseau de déchargement et l'automate de contrôle avaient pu être conservés en place.

L'inspection constate qu'à la date du contrôle :

- les principales installations à risque (silos) ont été démantelées,
- les équipements toujours en place peuvent être considérés comme non dangereux dans la mesure où les travaux électriques réalisés post-accident ont permis de les utiliser pour vidanger le site en sécurité et où les maintenances préventives ont été réalisées.

De ce fait et compte tenu du choix de l'exploitant (démolition de l'existant), l'inspection considère que la prescription décrite à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 03/10/2025 n'est plus adaptée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans la mesure où l'exploitant a choisi de reconstruire à l'identique les installations classées qui étaient implantées sur le site de Grâces (même volume de stockage, même nombre de silos, même implantation, même types de céréales, ...), l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un rapport à connaissance qui comportera :

- une description de l'évolution du mode de fonctionnement du site (location d'une partie des locaux à un tiers, ...) ;
- une mise à jour des rubriques ICPE effectivement exploitées en 2026 ;
- une étude de dangers associée aux stockages en silo, basée sur l'application de la méthodologie décrite par l'INERIS en 2008 et de l'arrêté ministériel du 29/09/2005 (modélisation des zones d'effets des scénarios majeurs, probabilité, gravité, acceptabilité). En particulier, celle-ci décrira les nouveaux équipements installés et indiquera les

éventuelles modifications devant être apportées à l'arrêté préfectoral du 04/03/2010, en particulier en ce qui concerne les mesures de découplage entre volumes (article 13) et les dispositifs de prévention des risques (article 10).

Type de suites proposées : Sans suite